



HAL
open science

France 2010__2011 : Sarkozy, stop ou encore ?

Vincent Tiberj

► **To cite this version:**

Vincent Tiberj. France 2010_2011 : Sarkozy, stop ou encore ?. L'état du Monde, La Découverte, pp.1-3, 2011. hal-01053329

HAL Id: hal-01053329

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01053329>

Submitted on 30 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

France 2011-2012

Vincent Tiberj

Mise en ligne : septembre 2012

Chronique d'une alternance annoncée

L'événement majeur de l'année a été l'élection présidentielle de mai 2012, à l'issue de laquelle le candidat du Parti socialiste (PS) François Hollande est devenu le deuxième président de gauche de toute l'histoire de la V^e République. Mais quel sens donner à cette victoire ? N'a-t-on pas assisté de nouveau à l'expression d'un « vote de crise » qui avait déjà emporté nombre d'autres gouvernements dans l'Union européenne (UE) ? S'agissait-il d'une victoire de la gauche ou d'une défaite du président sortant Nicolas Sarkozy ?

La crise encore et toujours

Les premiers mois de 2011 avaient laissé envisager une rémission de la crise économique. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), le « climat des affaires » avait retrouvé en juin 2011 des niveaux d'optimisme qu'on n'avait plus connus depuis l'été 2008. Les ménages restaient en revanche circonspects tant sur leur niveau de revenus que sur les perspectives de l'emploi. De fait, le pouvoir d'achat par unité de consommation a reculé de 0,3 % au quatrième trimestre 2011 et de 0,2 % au premier trimestre 2012.

Les tensions sur les marchés financiers autour des dettes souveraines en Europe ont mis fin à cette brève embellie. Même si la France n'était pas en première ligne, à la différence des PIGS (Portugal, Italie, Grèce, Espagne), elle se trouvait sous surveillance des agences de notation financières. Une série de sommets européens « de la dernière chance » a débouché notamment sur la redéfinition du rôle de la Banque centrale européenne (BCE) et sur l'adoption en janvier 2012 d'un pacte de discipline budgétaire pensé autour d'une « règle d'or » d'origine allemande, impliquant qu'aucun budget ne pourrait être voté en déséquilibre. Approuvée par l'Union pour un mouvement populaire (UMP, droite, au pouvoir jusqu'en mai 2012) et par le Modem (centre droit), mais rejetée par l'ensemble de la gauche, par la droite souverainiste et par l'extrême droite, cette « règle d'or » a été âprement débattue pendant toute la campagne électorale.

Malgré plusieurs plans de rigueur adoptés à partir d'août 2011, l'agence de notation financière Standard & Poor's a dégradé la note de la France le 13 janvier 2012, de AAA à AA+. Le coup symbolique a été rude pour le pouvoir. Les prévisions de croissance pour 2011, initialement à 2 %, ont été ramenées à 1 % à l'automne. Le budget 2012 avait été établi sur la base d'une prévision de croissance de 1,7 % ; or, en juin 2012, cette prévision, révisée à la baisse, n'était plus que de 0,4 %. Sur le front de l'emploi, la situation a continué de se dégrader : entre avril 2011 et avril 2012, la proportion de chômeurs a progressé de 6,3 %. En mai 2012, on comptait 2,9 millions de chômeurs sans activité et 1,4 million de chômeurs en activité réduite. Au premier trimestre 2012, le taux de chômage a atteint le seuil de 10 %, son plus haut niveau depuis 1999. Le mandat de N. Sarkozy s'achevait donc loin de l'objectif de 5 % de chômeurs qu'il s'était fixé lors du débat de l'entre-deux tours de l'élection de 2007.

Du président qui gouverne à la campagne « buissonnière »

La campagne électorale était mal engagée pour le Président sortant, et son déroulement ne lui a guère permis de redresser la situation. Le succès de l'intervention en Libye pour renverser le colonel Kadhafi et son activisme au sein de l'UE n'ont pas suffi à lui faire regagner en popularité. De plus, F. Hollande, son principal challenger après l'« élimination forcée » du candidat socialiste initialement pressenti Dominique Strauss-Kahn, a été adoubé en octobre 2011 par 56,5 % des électeurs et sympathisants socialistes face à Martine Aubry, à l'occasion de primaires qui ont été un succès médiatique mais surtout populaire, puisque près de 3 millions de votants se sont déplacés. F. Hollande a bénéficié d'un PS rassemblé grâce au ralliement de l'ensemble des candidats éliminés au premier tour de ces primaires. Son entrée en campagne au Bourget le 22 janvier 2012 a été saluée comme une réussite, même si son programme se caractérisait par un équilibre tendu entre rigueur budgétaire et appels du pied à gauche (droit de vote des étrangers, taxation des hauts revenus).

Dans le même temps, la campagne de N. Sarkozy est apparue pour le moins désordonnée. Alors que ses concurrents battaient les estrades et les plateaux, il est d'abord resté dans le rôle de « Président qui gouverne », quitte à annoncer des mesures « rigoureuses » mais impopulaires. Face à des sondages défavorables, il a officialisé sa candidature le 15 février 2012. Entré en campagne avec des positions paradoxales anti-élites et anti-corps intermédiaires, ou des propositions de référendums sur le traitement du chômage et de l'immigration, il a semblé procéder à une « droitisation » de l'UMP. Le climat entretenu autour de l'immigration et de la sécurité pouvait d'ailleurs lui être favorable, de surcroît après la très médiatisée « affaire Merah » : au cours du mois de mars 2012, un jeune homme se réclamant d'Al-Qaeda a abattu trois militaires dans les rues de Toulouse et de Montauban, puis un enseignant et trois enfants à l'entrée d'une école juive.

À côté des deux principaux concurrents, plusieurs candidats ont joué tour à tour le « troisième homme » de la campagne présidentielle. François Bayrou (Modem), fort de son score de 2007 et de son diagnostic sur les finances publiques, a occupé cette place en janvier-février 2012, avant de voir son crédit diminuer. Le printemps fut favorable à Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) et à son discours de gauche radicale et d'« insurrection civique ».

Les jours d'après

La participation de 79,5 % au premier tour a confirmé que la présidentielle restait l'élection majeure en France. F. Hollande est arrivé en tête avec 28,6 % des suffrages, un score qui n'avait pas été atteint par un candidat socialiste depuis 1988. Avec 27% des voix, le président sortant a fait mieux qu'attendu (mais quatre points de moins qu'en 2007). Surtout, alors qu'une partie de la stratégie politique de l'UMP visait à siphonner les voix du Front national (FN, extrême droite), la candidate de ce parti, Marine Le Pen, a réalisé un score particulièrement fort (17,9 %). Elle a ainsi distancé Jean-Luc Mélenchon (11 %), que les sondages donnaient pourtant au coude-à-coude avec elle. L'autre perdant de ce scrutin a été F. Bayrou, cinquième avec 9,1 % des voix.

Prenant acte de ce rapport de forces, le président sortant N. Sarkozy a encore durci sa campagne, chassant les voix de l'extrême droite plutôt que de rassembler au centre. Il a par exemple proposé d'instituer une « vraie » fête du travail, par opposition à celle organisée par les syndicats. F. Hollande, resté sur les « soixante propositions » de son programme initial, et bénéficiant des consignes de vote de l'ensemble de la gauche, a finalement obtenu au second tour une victoire plus serrée que prévu.

Ce résultat a pourtant confirmé l'évolution en cours depuis 2002 : la séquence de 2007 exceptée, la gauche a emporté l'ensemble des élections (y compris les européennes de 2009) et, en septembre 2011, le Sénat est passé à gauche pour la première fois depuis 1958. Surtout, cette victoire a été largement confortée par les élections législatives de juin 2012. Le PS, avec ses alliés du Parti radical de gauche (PRG), a obtenu la majorité absolue des sièges (292). Les Verts ont été en mesure de former un groupe parlementaire (17 sièges) et le Front de gauche (10 sièges) s'est allié avec les régionalistes des DOM-TOM pour faire de même. La gauche totalisait ainsi 321 sièges (soit 55,5 % des députés). Autre fait marquant de ce scrutin, l'extrême droite a fait son retour dans l'hémicycle avec trois députés.

Au plan intérieur comme extérieur, F. Hollande et le nouveau Premier ministre Jean-Marc Ayrault n'ont pas bénéficié de l'état de grâce qui avait marqué les premiers temps du précédent Président socialiste François Mitterrand et du gouvernement de Pierre Mauroy à l'été 1981. Sur la scène internationale, F. Hollande s'est très vite efforcé d'apparaître actif et déterminé. Alors que le couple « Merkozy » avait imposé sa marque à l'UE, la chancelière allemande Angela Merkel et le président français fraîchement élu devaient trouver un nouveau terrain d'entente, notamment autour de la politique de croissance et de la mutualisation des dettes européennes. Dans cette entreprise, F. Hollande a bénéficié du soutien de l'Italie et de l'Espagne, laissant entrevoir un possible rééquilibrage du pouvoir entre les États membres.

Sur le plan intérieur, malgré des mesures attendues (revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire, plafonnement des loyers, recrutements dans l'Éducation nationale, départ à la retraite à 60 ans avec des conditions draconiennes), la « rigueur » prévalait toujours : le SMIC a augmenté de 2 % (soit + 0,6 % compte tenu de l'inflation), les salaires des fonctionnaires ont été gelés et l'on pouvait s'attendre à une augmentation globale des impôts et cotisations sociales.